

Selon les Africains, leurs gouvernements négligent la jeunesse

Dépêche No. 418 d'Afrobarometer | Gildfred Asiamah, Ousmane Djiby Sambou, et Sadhiska Bhoojedhur

Résumé

Satisfaire les besoins des jeunes – en matière d'éducation, d'engagement, et de moyens de subsistance – est devenu un principe central des discussions politiques aux niveaux mondial et continental au cours de la dernière décennie. La Charte Africaine de la Jeunesse souligne les droits des jeunes à participer aux processus politiques et décisionnels et invite les États à les préparer en leur fournissant les compétences nécessaires pour ce faire (Union Africaine, 2006). Les Objectifs de Développement Durable (ODD) considèrent les jeunes comme des partenaires essentiels pour la concrétisation de sociétés inclusives et pacifiques (Nations Unies, 2018).

Presque 60% de la population africaine a moins de 25 ans, ce qui constitue d'énormes opportunités et défis (Fondation Mo Ibrahim, 2019). Que seulement 14% des législateurs du continent aient moins de 40 ans souligne l'écart entre la voix des jeunes et leur importance sur le plan du progrès économique et social (Brookings, 2019). Le taux de chômage des jeunes est deux fois plus élevé que celui des adultes dans la plupart des pays africains, et 60% des chômeurs africains sont des jeunes (African Capacity Building Foundation, 2017). Pratiquement la moitié des jeunes Africains ont envisagé d'émigrer, le plus souvent à la recherche d'un emploi (Sanny, Logan, & Gyimah-Boadi, 2019).

Les résultats des derniers sondages d'Afrobarometer dans 18 pays mettent en lumière les défis auxquels sont confrontés les jeunes Africains. Les jeunes citoyens estiment ne pas recevoir le soutien dont ils ont besoin de la part de leurs gouvernements – et leurs aînés sont du même avis. Les jeunes Africains ont fait des progrès considérables en termes de succès académiques, mais ils restent confrontés à d'énormes disparités en termes d'emplois rémunérés, de sorte que la création d'emplois est la question la plus cruciale à l'ordre du jour à leurs yeux. Si les jeunes et les citoyens plus âgés sont favorables à des efforts plus énergiques de la part des gouvernements en faveur des jeunes, ils reprochent à leurs gouvernements leur incapacité à répondre à ces besoins.

Les Africains de tous âges semblent comprendre que si les jeunes souffrent et sont incapables de se créer des moyens de subsistance productifs, il ne s'agit pas seulement d'un « problème des jeunes » mais d'un « problème de la société ». Cependant, même si leurs aînés soutiennent un programme pro-jeunes, la jeunesse africaine pourrait faire davantage entendre sa propre voix dans les processus d'élaboration des politiques (Kuwonu, 2017; Resnick & Casale, 2011). Les jeunes Africains sont beaucoup moins susceptibles de voter que leurs compatriotes plus âgés, et ils sont également généralement moins engagés dans les processus politiques au quotidien. Les États africains ont été incapables de faire participer efficacement les jeunes à la gouvernance et aux processus décisionnels (Union Africaine, 2017), mais les jeunes eux-mêmes pourraient bien trouver des moyens – notamment en votant – de se faire entendre dans la conception des politiques et des programmes visant à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés.

Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 se sont achevées dans 18 pays entre août 2019 et mars 2020, avant l'interruption des travaux de terrain en raison de la pandémie liée à la COVID-19, et se poursuivent depuis fin 2020 et en 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant sur la base d'échantillons de 1.200 à 2.400 individus, représentatifs à l'échelle nationale, avec des marges d'erreur de +/-2 à 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 18 pays s'appuie sur les données de 26.777 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. En rapportant des moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Les gouvernements et les entités internationales définissent la « jeunesse » de diverses manières. Cette dépêche utilise la tranche d'âge de 15-35 ans de l'Union Africaine (ajustée à 18-35 ans étant donné que les répondants aux sondages d'Afrobarometer doivent être âgés d'au moins 18 ans).

Résultats clés

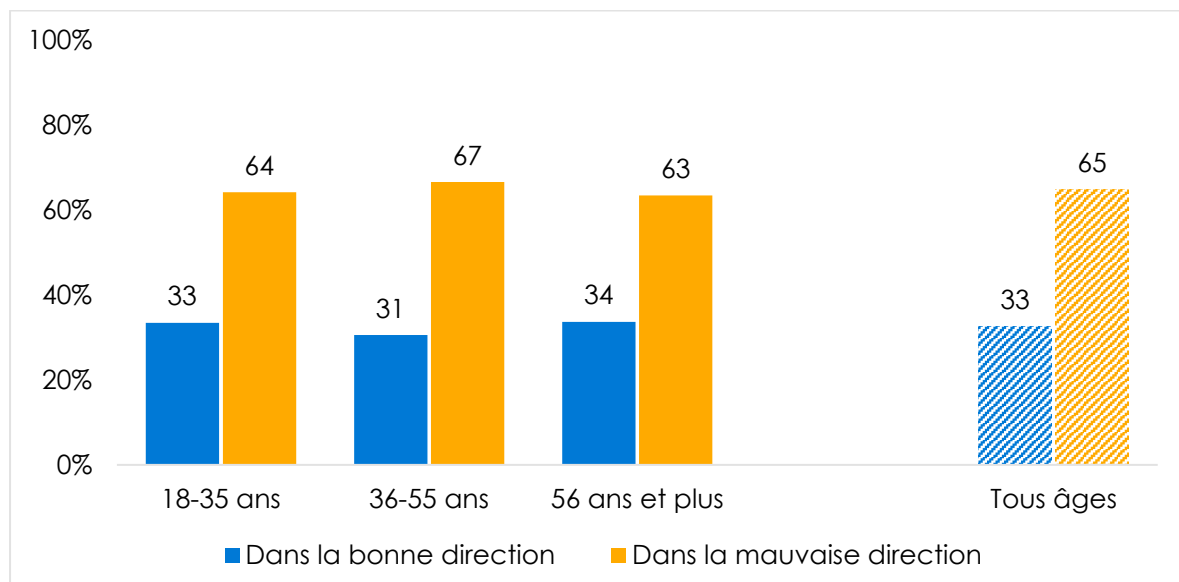
- Comme leurs aînés, plus de six sur 10 jeunes Africains (64% des 18-35 ans) estiment que leur pays va « dans la mauvaise direction ».
- Le chômage figure en tête de liste des problèmes les plus importants auxquels les jeunes Africains voudraient que leur gouvernement s'attaque, suivi par la santé, l'éducation, et les infrastructures. Les jeunes sont plus susceptibles que leurs aînés de donner la priorité à l'action gouvernementale en matière de chômage et d'éducation.
- Les jeunes Africains sont, en moyenne, plus instruits que leurs aînés. Les 18-35 ans ont en majorité (60%) au moins fait des études secondaires, contre 43% et 28%, respectivement, pour les tranches d'âge intermédiaire et supérieure. Mais près de la moitié des jeunes Burkinabè (48%), Maliens (45%), et Guinéens (44%) n'ont aucune éducation formelle.
- Les jeunes Africains sont également beaucoup plus nombreux que leurs aînés à être sans emploi et à rechercher un emploi (34% des jeunes contre 22% des 36-55 ans et 15% des plus de 55 ans). Les taux de chômage rapportés par les jeunes répondants vont jusqu'à 49% au Botswana et 57% au Lesotho.
- Seule une minorité des Africains affirment que leur gouvernement satisfait bien aux besoins des jeunes (27%), crée des emplois (21%), et répond aux besoins en matière d'éducation (46%). Les répondants jeunes et plus âgés évaluent les performances du gouvernement de façon presque identique.
- Une grande majorité (57%) de tous les Africains se disent prêts à payer plus d'impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes. C'est la position majoritaire dans tous les pays sondés à l'exception du Botswana, de l'Ouganda, et de l'Angola.

- Si leur gouvernement pouvait augmenter ses dépenses pour aider les jeunes, la création d'emplois (citée par 51% des personnes sondées) constituerait la toute première priorité des Africains en matière d'investissements supplémentaires. L'éducation vient loin en deuxième position (17%), suivie par la formation professionnelle (12%) et les prêts aux entreprises (12%). Les jeunes Africains sont d'accord avec leurs aînés sur ces priorités.
- Malgré les préoccupations liées aux besoins non satisfaits des jeunes, près de six sur 10 répondants (58%) – dont 56% des jeunes – affirment que pour que leur pays réussisse, « nous devrions écouter davantage la sagesse de nos aînés » plutôt que « les idées nouvelles des jeunes ».
 - La Tunisie constitue une exception saisissante: 70% des citoyens estiment que les idées des jeunes devraient faire l'objet d'une plus grande attention.
- Les jeunes sont moins susceptibles de s'engager politiquement que les citoyens plus âgés. Les écarts les plus importants s'observent dans la forme la plus fondamentale d'expression et de participation: le vote. Les jeunes sont de 20 points de pourcentage moins susceptibles de voter que les personnes âgées de 56 ans et plus. Mais ils sont également à la traîne pour ce qui est de la plupart des autres types de participation communautaire et de la prise de contact avec les dirigeants.

Le pays va dans la mauvaise direction

En moyenne, dans 18 pays, plus de six jeunes Africains sur 10 (64% des 18-35 ans) déclarent que leur pays « va dans la mauvaise direction ». Un seulement sur trois (33%) pensent que leur pays « va dans la bonne direction ». Le sentiment que la situation évolue dans la mauvaise direction est partagé quasiment à égalité par toutes les tranches d'âge (Figure 1).

Figure 1: Orientation générale du pays | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction?

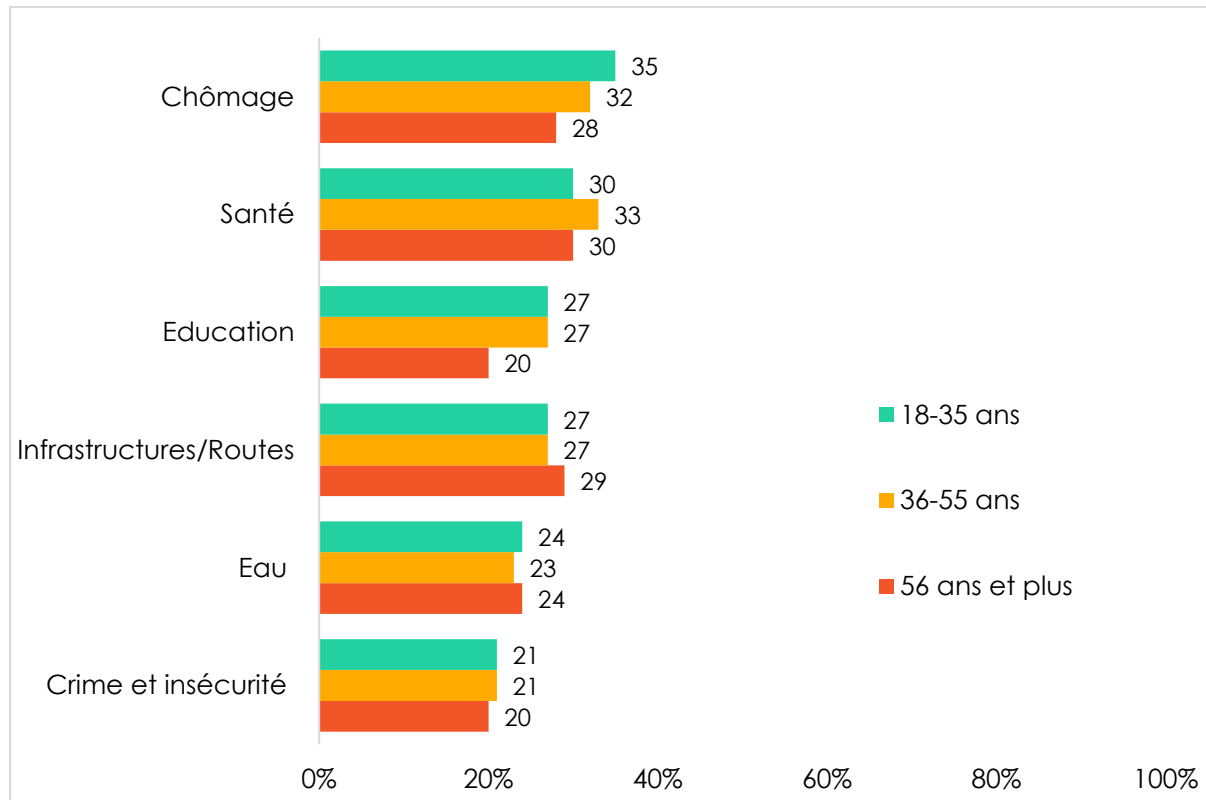
Problèmes les plus importants

À la question de savoir quels sont, selon eux, les problèmes nationaux les plus importants auxquels leur gouvernement devrait s'attaquer, les jeunes Africains citent le plus souvent le

chômage, suivi par la santé, l'éducation, les infrastructures/routes, l'approvisionnement en eau, et la criminalité/sécurité (Figure 2).

En moyenne, dans 18 pays, les jeunes (35%) sont quelque peu plus susceptibles que leurs aînés (28%-32%) de citer le manque d'emplois parmi les trois principaux problèmes de leur pays. L'éducation est une priorité plus importante chez les jeunes (27%) et les personnes d'âge moyen (27% des 36-55 ans) que chez les répondants plus âgés (20%).

Figure 2: Problèmes les plus importants | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Jusqu'à trois réponses par répondant)

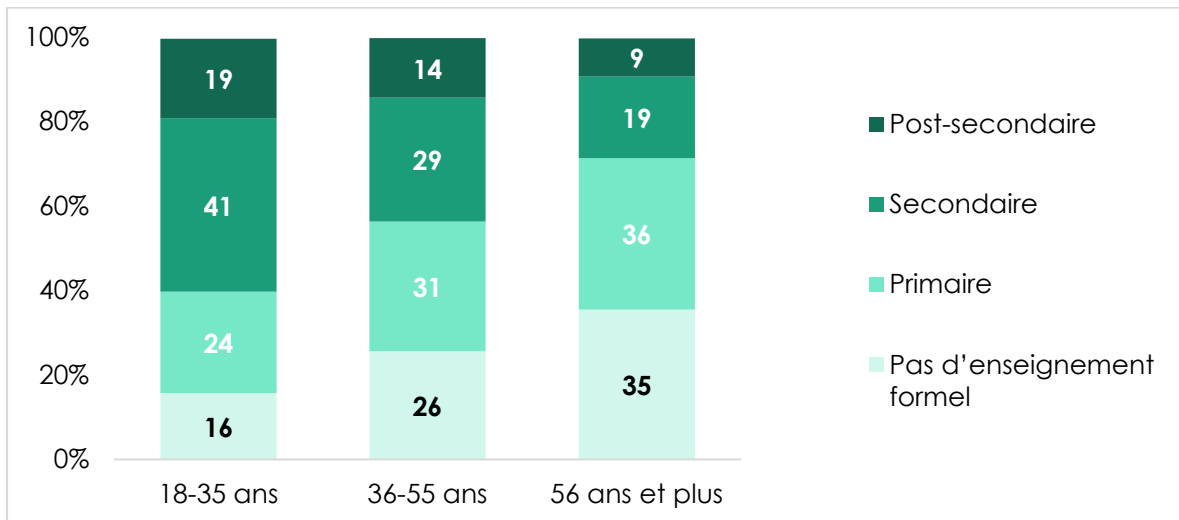
La situation des jeunes: Plus instruits, moins employés

Si les jeunes sont plus susceptibles que les citoyens plus âgés de citer l'éducation comme un problème important, ils sont également plus susceptibles d'être instruits. La majorité (60%) des jeunes Africains ont fait des études secondaires (41%) ou post-secondaires (19%), contre 43% et 28%, respectivement, pour les tranches d'âge intermédiaire et supérieure (Figure 3).

Les jeunes affichent également la proportion la plus faible de personnes sans éducation formelle (16% contre 26% et 35%, respectivement, des groupes plus âgés).

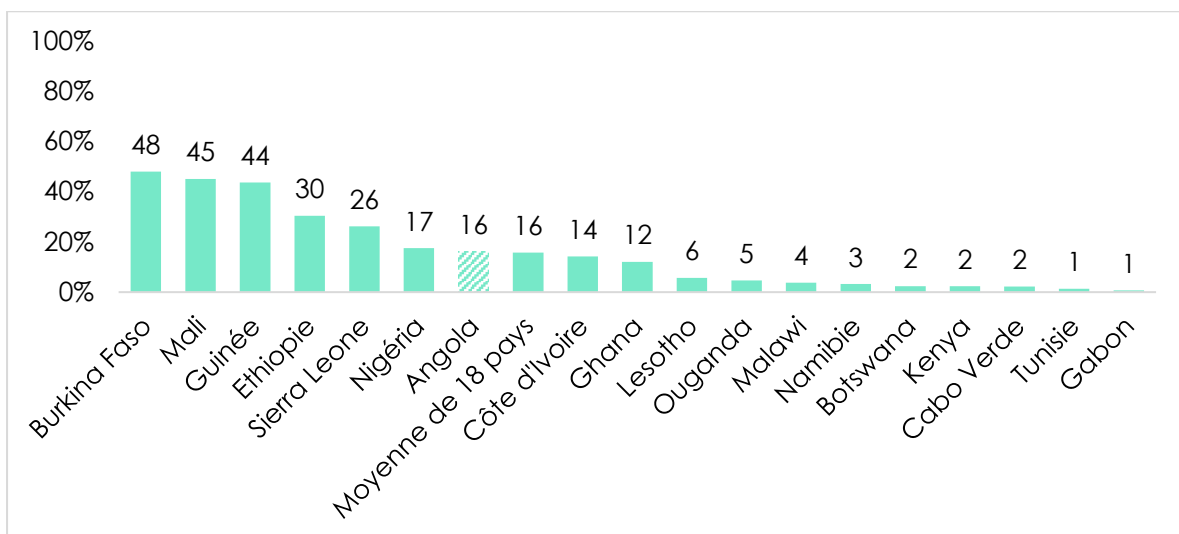
Derrière ces moyennes se cachent de grandes disparités dans les niveaux académiques. Alors que presque tous les jeunes du Gabon, de la Tunisie, du Kenya, du Cabo Verde, du Botswana, de la Namibie, et du Malawi ont été scolarisés, près de la moitié des jeunes Burkinabè (48%), Maliens (45%), et Guinéens (44%) n'ont pas eu d'éducation formelle (Figure 4).

Figure 3: Niveau d'instruction | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Quel est votre plus haut niveau d'instruction?

Figure 4: Jeunesse sans enseignement formel | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Quel est votre plus haut niveau d'instruction? (% des répondants de 18-35 ans qui répondent « pas d'enseignement formel »)

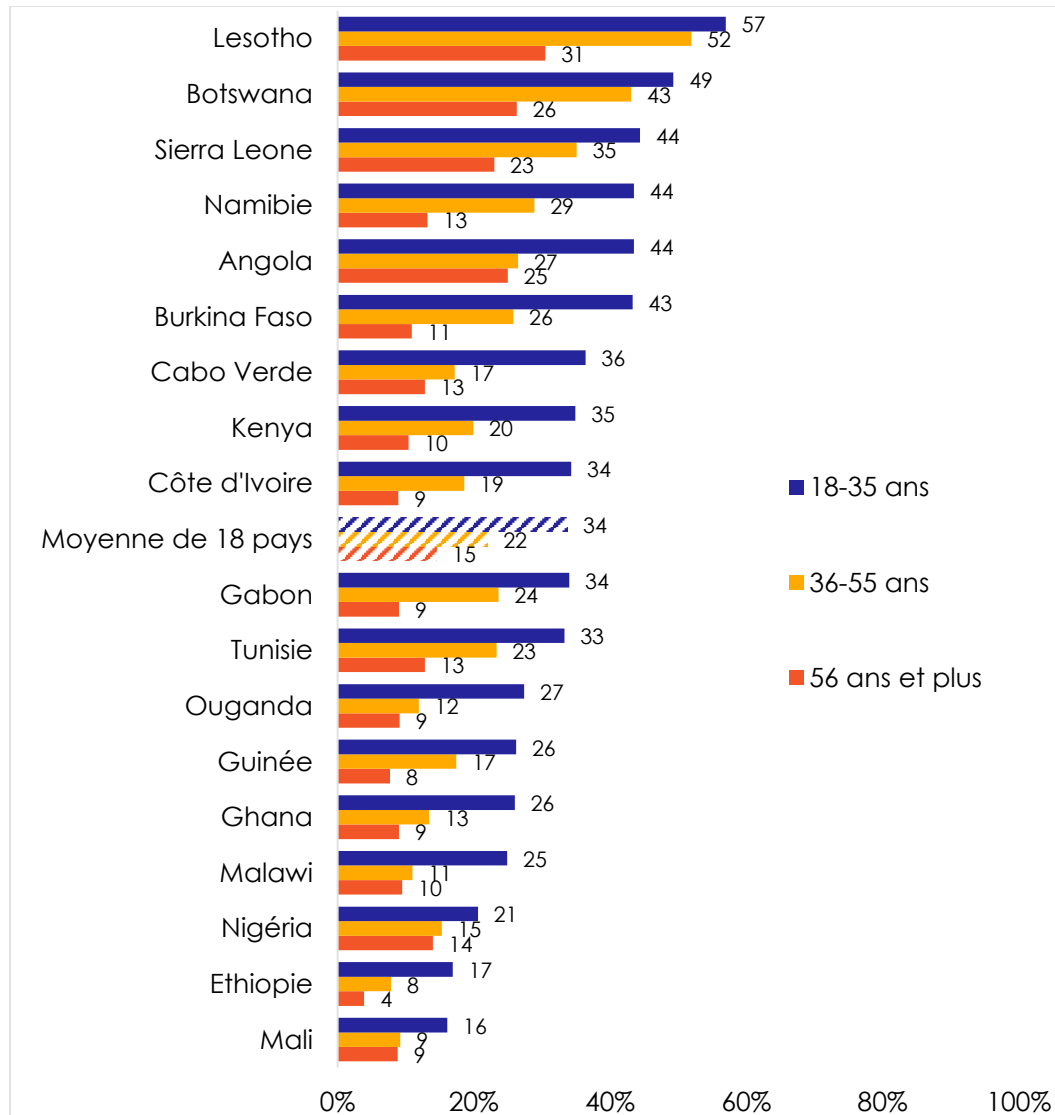
Mais en dépit de leur avantage éducatif par rapport à leurs aînés, les jeunes sont également plus susceptibles d'être au chômage.

En moyenne dans 18 pays, un tiers des jeunes hommes (33%) et des jeunes femmes (35%) sont sans emploi et en sont à la recherche, soit un taux de chômage considérablement plus élevé que dans les catégories d'âge moyennes et supérieures (22% et 15%, respectivement) (Figure 5).

Les taux de chômage (qui ne tiennent pas compte des citoyens qui ne sont pas à la recherche d'un emploi, tels que les étudiants, les personnes au foyer, et les personnes qui ont abandonné la recherche d'un emploi) sont plus élevés chez les jeunes citoyens dans tous les pays sondés. Mais les taux varient considérablement d'un pays à l'autre, de moins d'un sur

cing jeunes au Mali (16%) et en Éthiopie (17%) à environ la moitié ou plus au Botswana (49%) et au Lesotho (57%).

Figure 5: Sans emploi et à la recherche d'un emploi | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020



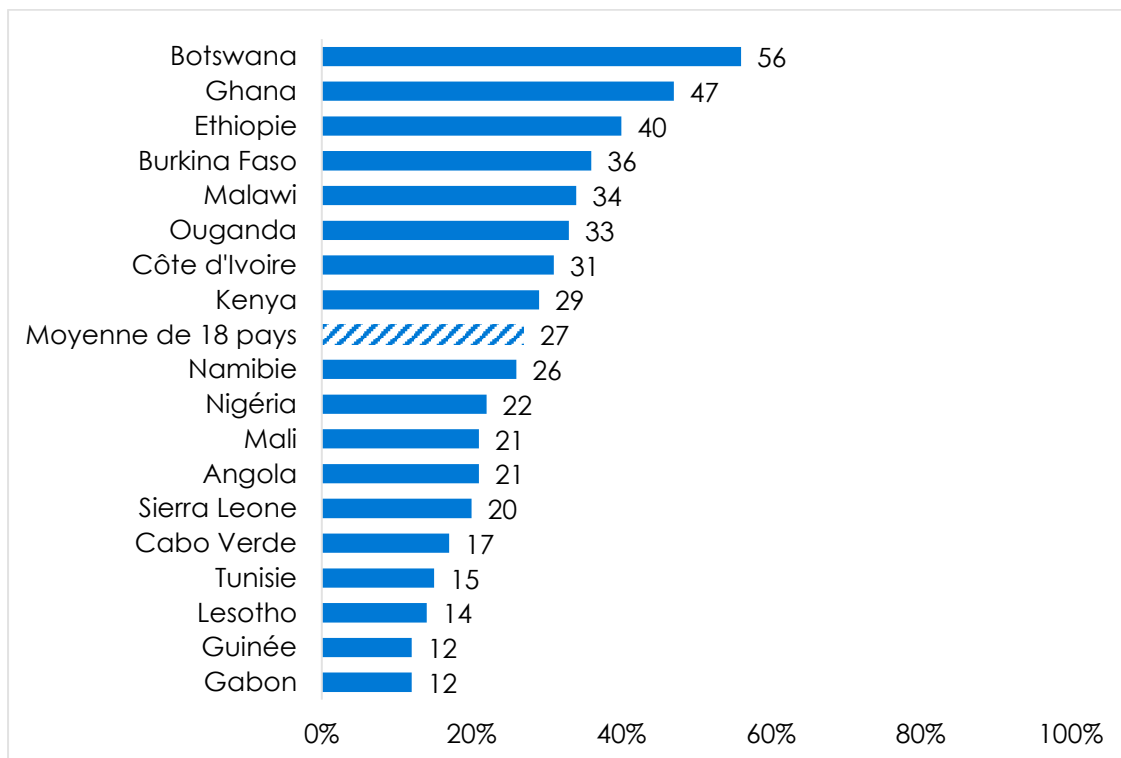
Question posée aux répondants: Exercez-vous un travail salarié? [Si oui:] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel? [Si non:] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi? (% qui répondent « non, mais à la recherche »)

Les gouvernements incapables de satisfaire les besoins de la jeunesse

Les pouvoirs publics font-ils ce qu'il faut pour relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes? Environ un quart seulement (27%) des Africains pensent que leur gouvernement satisfait « assez » ou « très » bien aux besoins des jeunes (Figure 6). Moins d'un citoyen sur cinq est du même avis au Gabon (12%), en Guinée (12%), au Lesotho (14%), en Tunisie (15%), et au Cabo Verde (17%). Le Botswana (56%) est le seul pays où la majorité loue les performances du gouvernement sur les questions relatives à la jeunesse, ce qui reflète peut-être la sensibilité du public, nonobstant les niveaux élevés de chômage des jeunes, aux initiatives telles que le Youth Development Fund (Fonds de Développement pour la

Jeunesse) (République du Botswana, 2020) et les récentes mesures prises en soutien aux entreprises gérées par des jeunes dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 (allAfrica.com, 2020).

Figure 6: Performance du gouvernement dans la prise en compte des besoins des jeunes | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Prise en compte des besoins des jeunes? (% qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

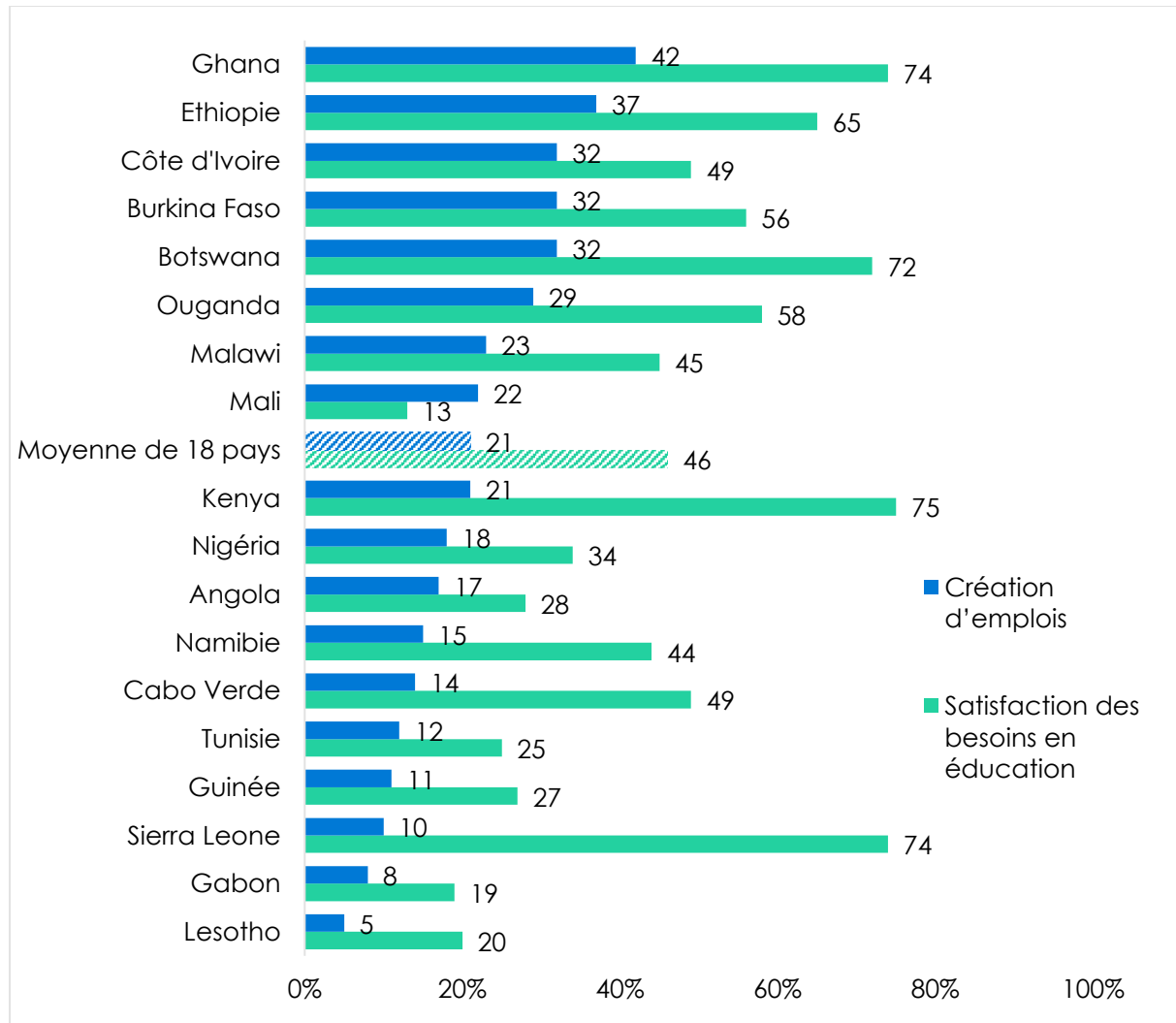
En ce qui concerne le chômage dont les Africains de tous âges considèrent comme le problème le plus important de leur pays, seuls deux répondants sur 10 (21%) pensent que leur gouvernement réussit « assez bien » ou « très bien » (Figure 7).

Aucun des 18 pays sondés ne fait état d'une approbation majoritaire des efforts du gouvernement en matière de création d'emplois; le Ghana (42%) et l'Éthiopie (37%) sont les plus performants. A peine un sur 10 citoyens louent les performances du gouvernement sur le front de l'emploi en Sierra Leone (10%), au Gabon (8%), et au Lesotho (5%).

Les évaluations des performances du gouvernement sont considérablement meilleures, quoiqu'à peine encourageantes, en ce qui concerne la satisfaction des besoins en éducation. En moyenne, à peine la moitié (46%) des personnes sondées déclarent que leur gouvernement réussit « assez bien » ou « très bien » dans ce domaine. Le Kenya (75% d'approbation), le Ghana (74%), la Sierra Leone (74%), et le Botswana (72%) se distinguent par leurs bonnes performances, tandis que le Gabon (19%) et le Lesotho (20%) se classent à nouveau en bas de l'échelle. Le Mali est le seul pays dont le gouvernement a une meilleure évaluation sur la création d'emplois que sur l'éducation, un secteur où sur les 87% de désapprobation, 72% décrivent la performance du gouvernement comme étant « très mauvaise ».

Il n'y a pas de disparités significatives entre les trois groupes d'âge sur ces mesures de la performance du gouvernement.

Figure 7: Performance du gouvernement dans la création d'emplois et l'éducation
 | 18 pays | 2019/2020

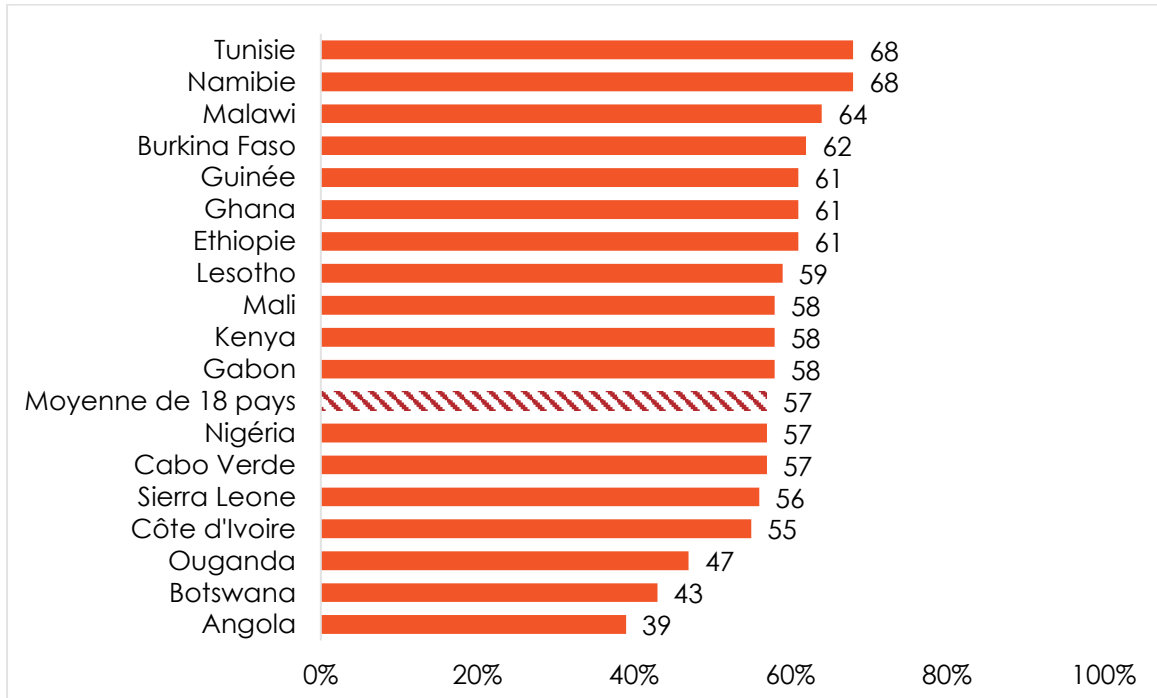


Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Satisfaction des besoins en éducation? Création d'emplois? (% qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

Financement de la jeunesse africaine

La majorité (57%) des Africains déclarent qu'ils seraient prêts à payer plus d'impôts pour soutenir des programmes d'aide aux jeunes (Figure 8). Toutes les tranches d'âge sont à nouveau largement d'accord sur ce point: 59% des jeunes sont d'accord, tout comme 56% des Africains d'âge moyen et 55% des Africains âgés. C'est également la position majoritaire dans tous les pays sauf trois, plus de deux tiers des jeunes étant d'accord en Tunisie et en Namibie (68% chacun). Le Botswana est le seul pays où les opposants sont nettement plus nombreux que les partisans (50% contre 43%), tandis que les Ougandais (46% contre, 47% pour) et les Angolais (40% contre 39%) sont à peu près équitablement répartis sur la question.

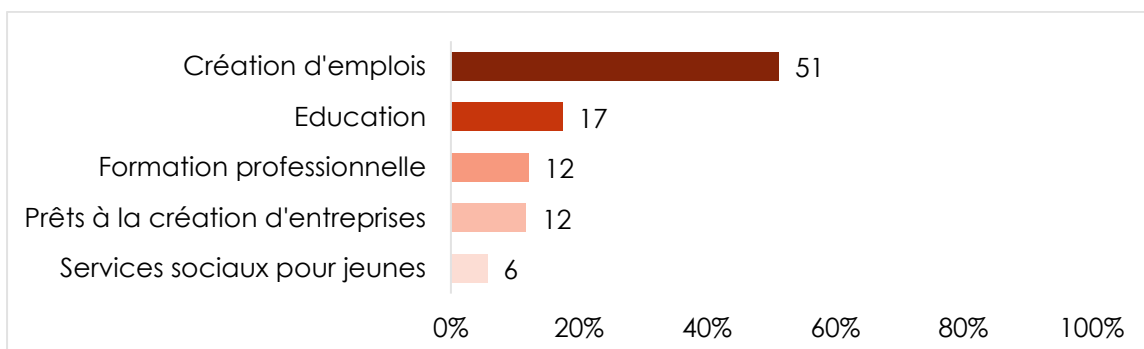
Figure 8: Soutien à une taxation plus forte en vue de financer les programmes d'aide à la jeunesse | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision? (% qui répondent « quelque peu pour » or « fortement pour »)

Si leur gouvernement pouvait effectivement augmenter ses dépenses pour aider les jeunes, la création d'emplois (citée par 51% des répondants) serait la première priorité des Africains en termes d'investissements supplémentaires (Figure 9). L'éducation vient en deuxième position (17%), suivie par d'autres programmes liés au travail – formation professionnelle (12%) et prêts aux entreprises (12%). Seul 6% des répondants considèrent les services sociaux pour les jeunes comme une priorité absolue. Ces priorités sont sensiblement les mêmes pour toutes les tranches d'âge.

Figure 9: Priorité des investissements du gouvernement pour la jeunesse | 18 pays | 2019/2020

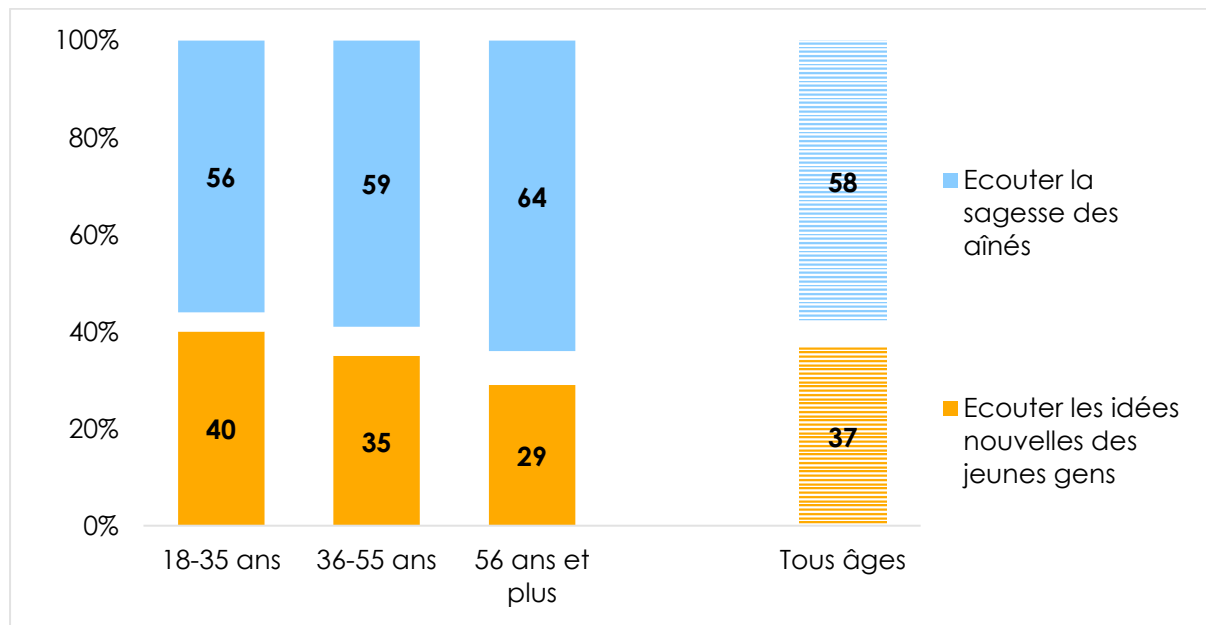


Question posée aux répondants: Si le gouvernement pouvait accroître ses dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, lequel des domaines suivants devrait être la plus haute priorité pour des investissements additionnels?

Agents de changement: La jeunesse africaine dispose-t-elle d'une voix? Se servent-ils de la voix qu'ils ont pour se faire entendre?

En dépit des préoccupations relatives aux besoins non satisfaits des jeunes, la majorité des Africains considèrent les idées des jeunes secondaires par rapport à la sagesse des anciens. Près de six répondants sur 10 (58%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que pour que leur pays réussisse, « nous devrions écouter davantage la sagesse de nos aînés », alors que 37% seulement privilégient plutôt l'écoute « des idées nouvelles des jeunes » (Figure 10). Si les jeunes répondants sont quelque peu plus nombreux que leurs aînés à privilégier l'écoute des jeunes, ils accordent néanmoins une grande importance à la « sagesse » plutôt qu'aux « idées nouvelles » (56% contre 40%).

Figure 10: Nouvelles idées des jeunes ou sagesse des aînés? | par groupe d'âge
 | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.

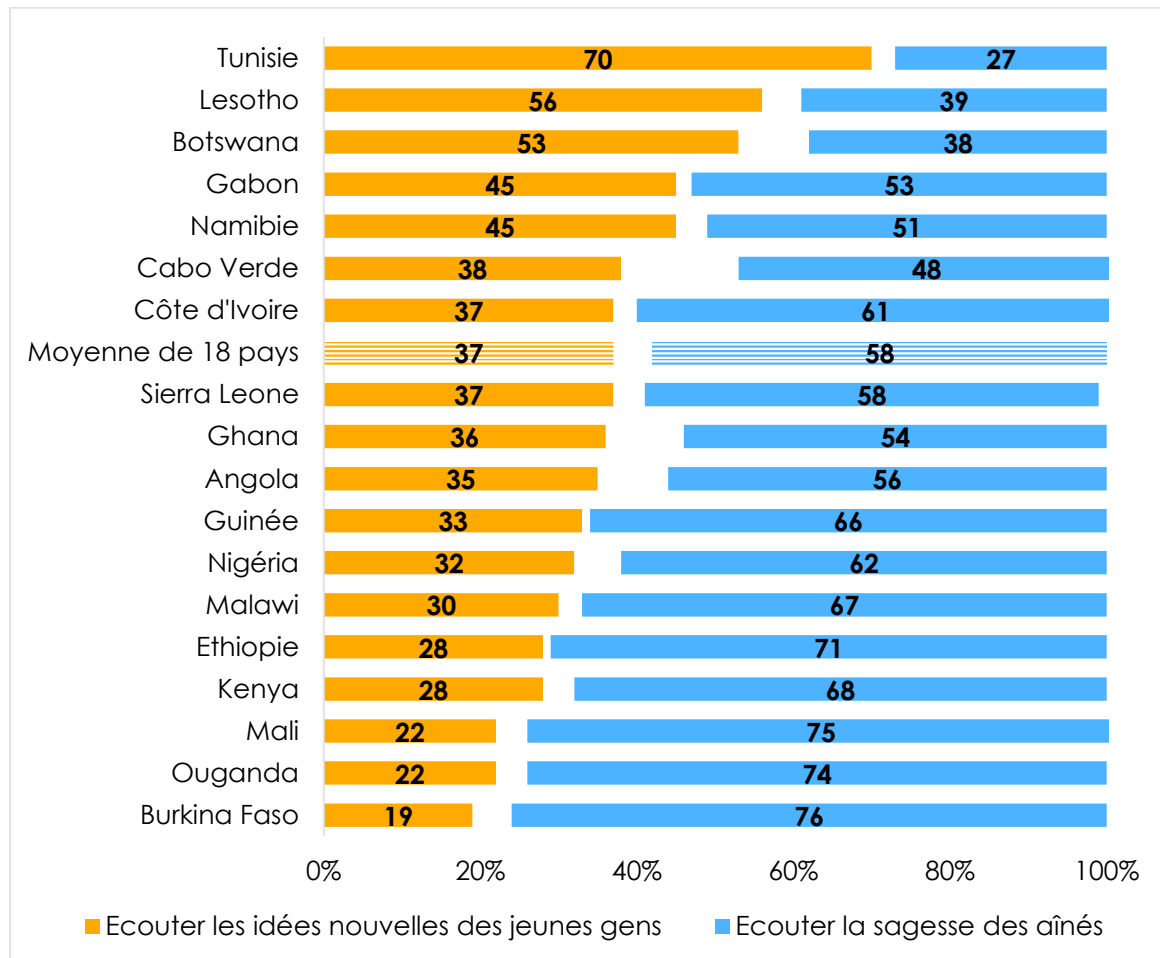
Affirmation 2: Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées nouvelles des jeunes gens.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

La Tunisie constitue une exception frappante, où les jeunes ont provoqué des changements démocratiques grâce à la Révolution du Jasmin de 2011 mais continuent de se battre pour trouver des solutions au chômage, à la pauvreté, et à d'autres problèmes (Tung, 2020; Reguly, 2019; Gabsi, 2019). Sept Tunisiens sur 10 (70%) estiment que le pays devrait accorder une plus grande attention aux idées des jeunes.

Le Lesotho (56%) et le Botswana (53%) sont les seuls autres pays sondés où la majorité des sondés donnent priorité aux idées des jeunes. Ailleurs, les anciens l'emportent sur les jeunes, avec trois quarts des préférences au Burkina Faso (76%), au Mali (75%), et en Ouganda (74%) (Figure 11).

Figure 11: Nouvelles idées des jeunes ou sagesse des aînés? | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.
 Affirmation 2: Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées nouvelles des jeunes gens.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

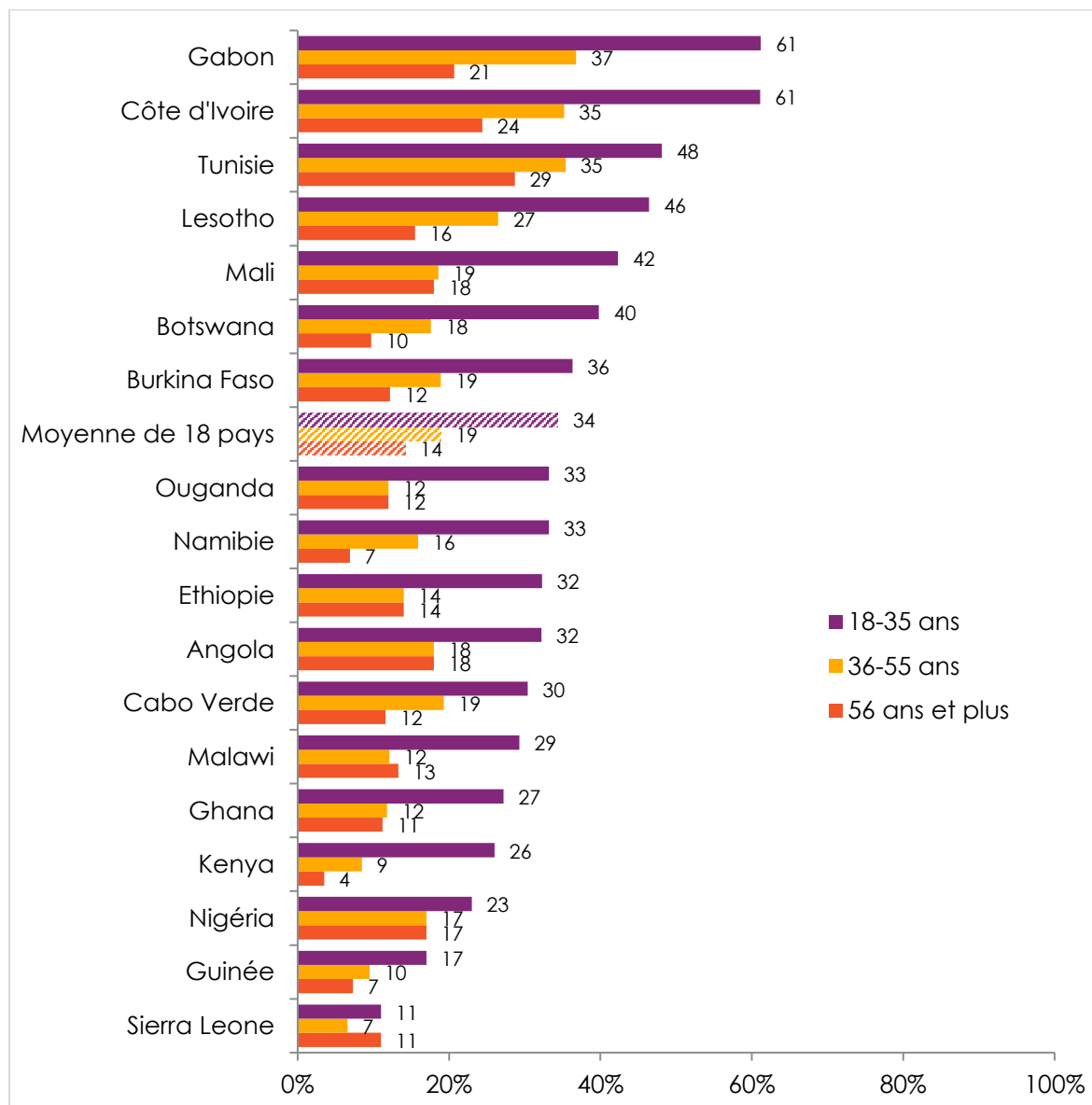
Mais la jeunesse africaine revendique-t-elle une parole pour elle-même? Les résultats révèlent que, comme les jeunes d'autres régions du monde (Barrett, 2018), les jeunes d'Afrique ont tendance à moins participer à la plupart des formes d'action civique et d'engagement politique. Les militants qui estiment qu'il est nécessaire que les jeunes s'expriment davantage pour résoudre les problèmes de leur pays peuvent trouver des possibilités de progrès en encourageant un plus grand engagement des jeunes dans les activités politiques et civiques.

Les écarts les plus importants sont observés au niveau du mode de participation démocratique le plus fondamental – et à certains égards le plus simple: le vote. Même en excluant les personnes qui étaient trop jeunes pour voter lors de la dernière élection nationale, nous observons que les 18-35 ans sont environ deux fois plus susceptibles (34%) de n'avoir pas voté que les citoyens d'âge moyen (19%) et plus âgés (14%) (Figure 12). En fait, l'écart atteint ou dépasse 30 points de pourcentage au Botswana (40% des jeunes en âge

de voter déclarent ne pas avoir voté contre 10% des personnes âgées), au Lesotho (46% contre 16%), en Côte d'Ivoire (61% contre 24%), et au Gabon (61% contre 21%).

La Sierra Leone constitue une exception intéressante: Dans un pays où les efforts de réconciliation post-guerre civile ont mis l'accent sur l'engagement civique des jeunes (Innovations in Civic Participation, 2021), seul 11% des jeunes déclarent ne pas avoir voté, soit la même proportion que chez les citoyens plus âgés. Mais le Nigeria est le seul autre pays où l'écart de non-participation est inférieur à 10 points de pourcentage (23% des jeunes en âge de voter n'ont pas voté, contre 17% pour chacun des groupes intermédiaire et plus âgé).

Figure 12: N'a pas voté aux dernières élections | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020

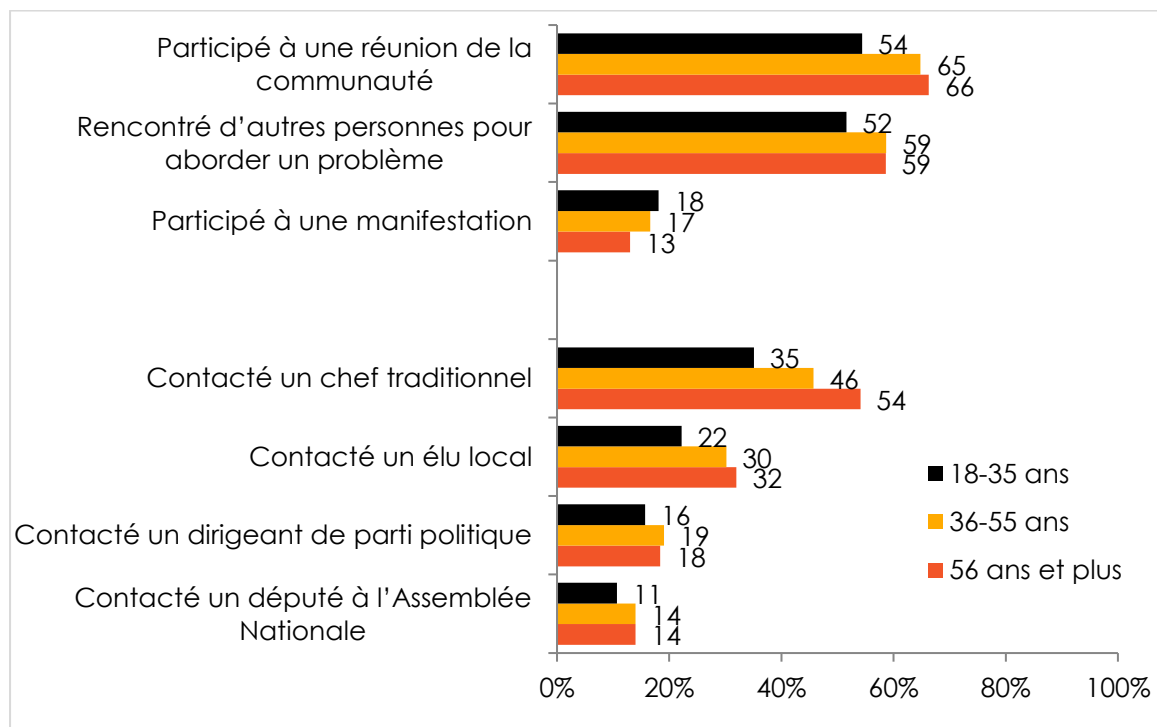


Question posée aux répondants: Parfois les gens ne peuvent pas voter dans les élections, par exemple parce qu'ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, ils ne pouvaient y aller, ou quelqu'un les a empêchés de voter. Et vous? Lors des dernières élections nationales de [20xx], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter? Ou ne pouvez-vous pas vous rappeler si vous avez voté? (% qui répondent « n'a pas voté », à l'exception des répondants qui étaient trop jeunes pour voter)

Les jeunes Africains sont également moins susceptibles de déclarer avoir assisté à une réunion communautaire au cours de l'année précédente (54% des jeunes contre 65% et 66% des groupes d'âge moyen et plus âgé) ou de se joindre à d'autres personnes pour aborder un problème (52% contre 59% des groupes d'âge moyen et plus âgé) (Figure 13). Ceci n'est pas nécessairement surprenant, étant donné que les deux actions impliquent souvent de traiter de questions familiales et communautaires qui peuvent être moins directement importantes pour les jeunes, dont beaucoup sont peut-être encore célibataires, sans enfants, et/ou vivant avec des membres plus âgés de leur famille plutôt que de gérer leur propre ménage. Cette constatation est renforcée par le fait que la participation est encore plus faible chez les 18-25 ans que chez les 26-35 ans (50% contre 59% ont assisté à une réunion communautaire).

L'exception, comme on pouvait s'y attendre, est la contestation. Près d'un sur cinq (18%) des jeunes affirment avoir participé à une manifestation au cours de l'année écoulée, soit environ 50% de plus que le taux enregistré chez les 56 ans et plus (13%).

Figure 13: Participation à des activités conduisant au changement | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020



Questions posées aux répondants:

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois:

Participer à une réunion de la communauté? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème? Participer à une manifestation ou une marche de protestation? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées? (% qui répondent « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)

En général, les jeunes sont aussi moins susceptibles de contacter leurs dirigeants, même si les écarts varient considérablement. Les jeunes adultes sont en réalité presque autant susceptibles de prendre contact avec les responsables des partis politiques (16% chez les

jeunes contre 19% et 18% chez les répondants d'âge moyen et plus âgés) et les députés (11% contre 14%). En revanche, ils sont nettement moins nombreux à prendre contact avec les conseillers municipaux (écart de 10 points de pourcentage) et surtout les chefs traditionnels (écart de 19 points).

Les taux de contact plus faibles chez les jeunes ne sont guère surprenants. Nombre d'entre eux ne sont pas encore confrontés aux mêmes défis de vie que leurs compatriotes plus âgés qui sont à la tête d'un ménage et qui ont à charge des enfants et/ou s'occupent de personnes âgées. Ils ont également eu moins de chances que leurs aînés de se constituer des réseaux et de nouer les liens sociaux et politiques qui facilitent les contacts.

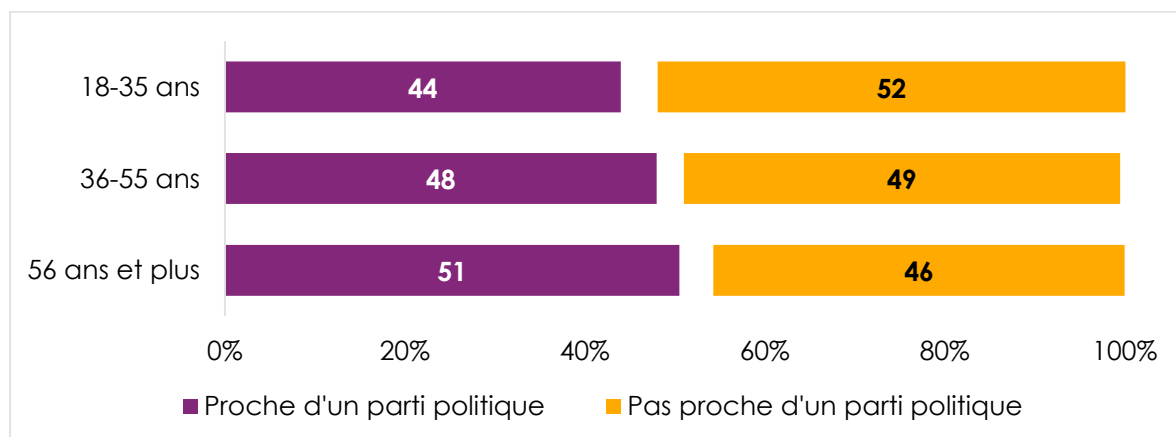
À certains égards, ces taux de contact sont assez révélateurs. Les taux de contact presque égaux avec les responsables de partis et les députés suggèrent que les jeunes et les personnes âgées sont tout aussi à l'aise – ou mal à l'aise – de contacter ces responsables pour discuter de leurs problèmes et demander de l'aide. En revanche, le grand écart observé dans les contacts avec les chefs traditionnels peut en partie refléter les types particuliers de règlements de problèmes que les chefs traditionnels pratiquent, qui tendent à se concentrer sur les conflits familiaux, patrimoniaux, et communautaires qui touchent probablement davantage les répondants plus âgés. Mais il peut également refléter des niveaux de confort très différents quant au fait de se tourner vers les autorités traditionnelles, plutôt que vers les députés ou d'autres dirigeants élus, pour obtenir de l'aide.

Par ailleurs, les jeunes Africains sont quelque peu moins susceptibles que leurs aînés de s'identifier à un parti politique spécifique. Pourtant, en moyenne, plus de quatre jeunes répondants sur 10 (44%) affirment se « sentir proches » d'un parti, contre 48% dans la catégorie d'âge moyenne. Ce n'est que parmi les répondants plus âgés qu'une faible majorité (51%) s'alignent sur un parti politique (Figure 14).

Les jeunes de différents pays présentent des tendances très différentes en matière d'identification à un parti (Figure 15). De grandes majorités affirment se sentir proches d'un parti en Sierra Leone (76%), en Ouganda (66%), en Guinée (62%), et au Malawi (61%). Inversement, moins d'un sur cinq des jeunes s'alignent derrière un parti en Tunisie (16%) et en Éthiopie (17%).

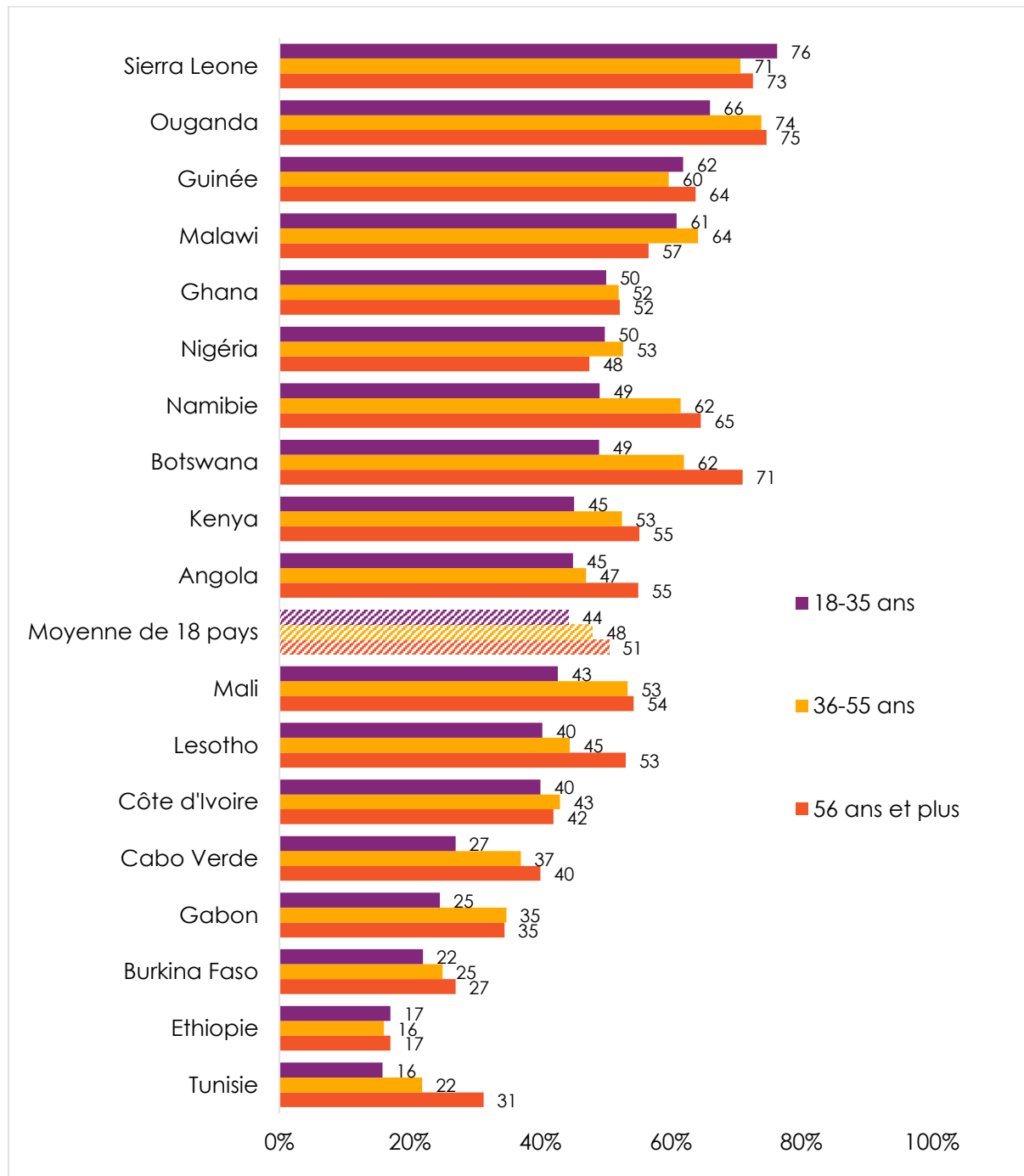
Une fois de plus, la Sierra Leone se distingue comme le seul pays sondé où les jeunes répondants sont plus susceptibles de signaler une affiliation politique que leurs aînés. Dans certains pays, les jeunes sont loin derrière la catégorie d'âge moyenne, notamment en Namibie et au Botswana (13 points de pourcentage chacun), ainsi qu'au Mali, au Cabo Verde, et au Gabon (10 points chacun).

Figure 14: Affiliation politique | par groupe d'âge | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique?

Figure 15: Affiliation politique | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Vous sentez vous proche d'un quelconque parti politique? (% « oui »)

Conclusion

Il est fondamental de relever les principaux défis auxquels les jeunes Africains sont confrontés pour devenir des citoyens responsables et productifs afin de parvenir à un développement inclusif et durable sur le continent. Si leurs progrès en matière d'éducation ne peuvent être égalés par leur capacité à trouver du travail et à assurer leurs moyens de subsistance, les sociétés entières en paieront le prix. C'est pourquoi les jeunes ne sont pas les seuls à exhorter

les gouvernements à poursuivre des politiques plus favorables aux jeunes. Leurs aînés sont d'accord. Les gouvernements peuvent tirer parti de la volonté affichée, dans toutes les tranches d'âge, pour engager davantage de ressources dans ce sens.

Mais les résultats d'Afrobarometer révèlent également que les idées des jeunes sont peu respectées, et que l'engagement des jeunes dans les processus politiques est faible. Dans un environnement où la concurrence est forte tant pour les ressources que pour l'espace politique, les jeunes ne peuvent pas seulement compter sur leurs aînés pour satisfaire leurs besoins. Ils doivent exiger, avec l'encouragement des gouvernements, des possibilités de représentation des jeunes et de dialogue intergénérationnel afin de garantir que les sociétés africaines soient « sans exclusive ».

Si les jeunes veulent se faire entendre plus énergiquement, la solution la plus simple consiste à tirer davantage parti de leur droit de vote. Mais ils peuvent également être encouragés à aller au-delà des élections occasionnelles et des protestations épisodiques pour s'engager plus durablement dans des actions de plaidoyer et des dialogues politiques, recourir à de nouveaux outils tels que l'activisme numérique qui peut faire participer les jeunes, et même se présenter aux élections pour s'assurer que leurs opinions soient bien et systématiquement représentées dans les débats politiques qui les touchent le plus.

Faites votre propre analyse des données
d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays
et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- African Capacity Building Foundation. (2017). Youth unemployment in Africa: Capacity building and innovative strategies. Occasional Paper No. 30.
- allAfrica.com. (2020). Botswana: P70 million support for youth businesses. 18 mai.
- Barrett, M. (2018). Young people's civic and political engagement and global citizenship. *UN Chronicle*, 54(4), 44-46.
- Brookings. (2019). Africa youth leadership: Building local leaders to solve global challenges. 27 mars.
- Gabsi, Z. (2019). Tunisia's youth: Awakened identity and challenges post-Arab Spring. *British Journal of Middle Eastern Studies*, 46(1), 68-87.
- Innovations in Civic Participation. (2021). Sierra Leone country profile.
- Kuwonu, F. (2017). Youth discontented with politics yet less likely to vie or even vote. Africa Renewal: Special Edition on Youth 2017.
- Mo Ibrahim Foundation. (2019). Africa's first challenge: The youth bulge stuck in 'waithood.' 10 juillet.
- Nations Unies. (2018). World youth report: Youth and the 2030 agenda for sustainable development. Département des Affaires Economiques et Sociales.
- Reguly, E. (2019). In Tunisia, a youth crisis threatens the Arab Spring's only successful revolution. *Globe and Mail*. 19 mars.
- République du Botswana. (2020). Youth development fund.
- Resnick, D., & Casale, D. (2011). The political participation of Africa's youth: Turnout, partisanship and protest. Document de Travail No. 136 d'Afrobarometer.
- Sanny, J. A.-N., Logan, C., & Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités: En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Dépêche No. 288 d'Afrobarometer.
- Tung, N. (2020). Tunisia's youth still struggle a decade after the uprising. NPR. 6 septembre.
- Union Africaine. (2006). Charte africaine de la jeunesse.
- Union Africaine. (2017). Youth participation and representation in governance and democratic processes in Africa. Communiqué de presse. 26 janvier.

Annexe

Tableau A.1: Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2-17
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018

Gildfred Asiamah est chercheur au Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana). Email: g.asiamah@cddgh.org.

Ousmane Djiby Sambou est coordinateur de la communication francophone pour Afrobarometer. Email: osambou@afrobarometer.org.

Sadhiska Bhoojedhur est analyste de données à Island Living, Maurice. Email: sadhiska.bhoojedhur@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veillez visiter le www.afrobarometer.org, pour plus d'informations.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 418 d'Afrobarometer | 12 janvier 2021